

ENQUETE PUBLIQUE

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

En vue de l'augmentation des capacités des installations de stockage de céréales et d'engrais qu'elle exploite sur le territoire des communes de

Le Tranlay et de Fretteville

Présenté par la société CALIPSO

DU **03 MARS AU 17 MARS 2020**

SOMMAIRE

I – GENERALITES

- 1.1 – Objet de l'enquête
- 1.2 – Cadre juridique
- 1.3 – Nature et caractéristique du projet
- 1.4 – Composition du dossier
- 1.5 – Présentation de la société
- 1.6 – Etude du dossier
 - 1.6.1 Présentation générale
 - 1.6.2 Notice de renseignement
 - 1.6.3 Résumé non technique
 - 1.6.4 Etude d'incidence de l'installation sur son environnement
 - 1.6.5 Résumé non technique de l'étude d'incidence
 - 1.6.6 Etude de danger
 - 1.6.7 Résumé non technique de l'étude de dangers
- Annexes
- 1.7 – Examen critique du dossier

II – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

- 2.1 – Désignation du commissaire enquêteur
- 2.2 – Modalité de l'enquête
- 2.3 – Concertation préalable
 - 2.3.1- Réunion préparatoire du 12 février 2020 sur le site de Le Translay
- 2.4 – Information effective du public
- 2.5 – Déroulement de l'enquête
- 2.6- Le bilan de l'enquête publique
 - 2.6.1. Climat général et synthèse de l'enquête publique
 - 2.6.2. Tableau des indexations
 - 2.6.3. Bilan comptable des observations
- 2.7 Relevé littéral des observations
- 2.8. Incidents relevés au cours de l'enquête
- 2.9. Climat de l'enquête
- 2.10. Clôture de l'enquête
- 2.11. Remise du procès-verbal des observations
- 2.12 Transmission du mémoire de réponse de la société CALIPSO

III – ANALYSE DES OBSERVATIONS

- 3.1. Relation comptable des observations
- 3.2. Dépouillement et synthèse des observations
- 3-3. Analyse des réponses du maître d'ouvrage – Position du commissaire enquêteur

ANNEXES

- a) Procès-verbal de synthèse
- b) Mémoire de réponse

I –GENERALITES

1.1 - Objet de l'enquête

La coopérative CALIPSO dispose sur la commune du TRANSLAY et de FRETTEMEULE d'un complexe de stockage et d'approvisionnement en produits agricoles, soumis à Déclaration et à Enregistrement aux titres des ICPE.

Elle souhaite étendre ses activités de stockage de céréales en implantant des capacités de stockage supplémentaires sur son site du TRANSLAY sur la commune de LE TRANSLAY.

La capacité de stockage au titre des rubriques 2160-2 actuel est de 26266 m3 et de projetée cette capacité à 45018m3.

Les activités réalisées sur ce site restent donc identiques à celles existantes ; elles sont la réception, le stockage, le travail du grain et l'expédition par camions de céréales (blé, orge, colza, pois, maïs...), les infrastructures existantes continuent d'être utilisées.

Les installations sont situées au Nord-Ouest des communes de LE TRANSLAY et FRETTEMEULE.

Le site ne comporte pas de tiers à proximité immédiate. Les premières habitations sont situées à plus de 600 m au nord-ouest, la commune la plus proche est la commune d'INFRAY située à plus de 800 m au Nord-Ouest des installations projetées.

La commune de Le Translay dispose actuellement d'une carte communale. La commune de Fretteville dispose d'un PLU



Commune	Référence cadastrale	Contenance
LE TRANSLAY	ZL 36	46 441 m ²
FRETTEMEULLE	ZA 23	13 559 m ²

Annexe 2 : Carte 300 m au 1/2500^{ème}.

Projection	X	Y
Lambert II étendu	549909.08	2553885.04

Données GEOPORTAIL (2018)

1.2-Cadre juridique

Le présent dossier est soumis aux principaux textes réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et applicables au site objet du présent dossier :

- Le Code de l'environnement et notamment le titre premier du livre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
- La nomenclature des Installations Classées - décret du 20/05/1953 et ses décrets modificatifs.
- Le décret n°2007-1467 du 16 octobre 2007 relatif à la classification des Déchets.
- L'article 4 du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- L'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.
- L'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature, des ICPE soumises à autorisation.
- La circulaire du 10 mai 2000 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2160.

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables. Elle relève également de la Loi sur l'eau au titre de la rubrique 2.1.5.0, régime de la déclaration : »rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1ha. La surface imperméabilisée représente 16931 m².

Le dossier présenté par la société CALIPSO comporte l'ensemble des pièces exigées aux articles R 181-13 et articles R 181-15-1 à 10 du code de l'environnement

L'enquête publique relève des dispositions législatives et réglementaires du Code de l'Environnement : articles L.122-1 à L122-3, L. 123-1 à L.123-19, L.511-1 à L 512-6

(partie législative), aux articles R.122-4 à R.122-5, R. 123-1 à R.123-27, R.511-9, R.512-1 à R.512-45 (partie réglementaire)

Les rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (article R 511-9 du Code de l'Environnement et décret du 26 novembre 2012) concernées par l'ensemble des activités qui sont implantées sur ce site sont les suivantes :

Les activités du site seront réparties de la manière suivante :

Nomenclature ICPE	Désignation de la rubrique	Désignation des installations et capacités	Régime
2160.1 a	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1. Silos plats :</p> <p>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	<p>Silos plats :</p> <p>2 boisseaux de 133 m³ « expédition » <i>(BE1 et BE2) :</i> 266 m³</p> <p>Cases béton <i>(C1, C2, C3) :</i> 26 000 m³</p> <p>Total final : 26 266 m³</p>	E
2160.2 b	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>2. Autres installations :</p> <p>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³</p>	<p>Silos verticaux :</p> <p>2 cellules métalliques <i>(S1 et S2)</i> de 2 100 m³ soit 4 200 m³</p> <p>2 boisseaux d'attente <i>(BU1 et BU2)</i> de 250 m³ soit 500 m³</p> <p>1 cellule métallique <i>(CM1) :</i> 4 912 m³</p> <p>2 boisseaux grains humides <i>(BH1 et BH2)</i> de 304 m³ soit 608 m³</p> <p>2 boisseaux de 173 m³</p> <p>(grains cassés <i>(B5)</i> et bons grains <i>(B6) :</i> 346 m³</p> <p>1 boisseau « expédition » <i>(B7)</i> de 336 m³</p> <p>Total : 10 902 m³ actuel</p> <p>Projet d'extension :</p> <p>2 cellules métalliques <i>(CM2 et CM3)</i> de 4 912 m³</p> <p>4 cellules métalliques <i>(CM4, CM5, CM6, CM7)</i> de 2 737 m³</p> <p>2 cellules métalliques <i>(CM8 et CM9)</i> de 6 672 m³</p> <p>Total projeté : 34 116 m³</p> <p>Total final : 45 018 m³</p>	<p>DC</p> <p>A</p>

Voir plans périmètres administratifs rubrique 2160 annexes 9 et 10

Nomenclature ICPE	Désignation de la rubrique	Désignation des installations et capacités	Régime
4702-I	Engrais simples solides I. - Engrais composés à base de nitrate d'ammonium susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : • de 15,75 % en poids ou moins sans limitation de teneur en matières combustibles ; • comprise entre 15,75 % et 24,5 % en poids et qui soit contiennent au maximum 0,4 % de matières organiques ou combustibles au total, soit sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 (*) du règlement européen.	0 T	
4702-II b	II. - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : - supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; - supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; - supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %.	249 T	NC
4702-III b	III. - Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids. La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t	1 249 tonnes Avec II + III à 1 249 tonnes max	DC
4702-IV	IV. - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t	1 249 tonnes	NC

Nomenclature ICPE	Désignation de la rubrique	Désignation des installations et capacités	Régime
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des rubriques visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 100 KW	< 100 KW	NC
2175	Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³	100 m ³	NC
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	6.920 MW	DC

Elle relève de la loi sur l'eau au titre de la rubrique 2.1.5.0, régime de la déclaration : « Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha. La surface imperméabilisée représente 16931m²

Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement

2. 1. 5. 0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha.	D
------------	--	----------

Une demande de complément a été adressée à l'exploitant par courrier en date du 05/08/2019 qui fixait un délai de réponse de 6 mois.

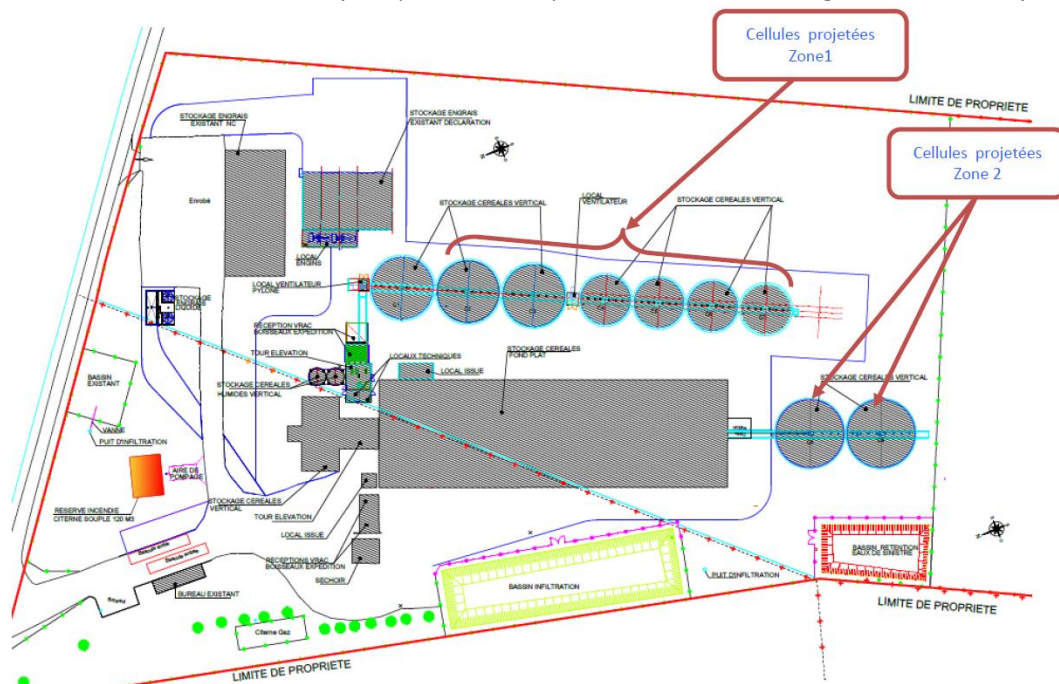
L'exploitant a répondu à la demande de complément le 29/08/2019

1.3-Nature et caractéristique du projet

Le projet consiste en la construction de 8 cellules de stockages supplémentaires.

Les cellules seront réparties en deux zones :

- Zone 1 : 2 cellules métalliques (CM2 et CM3) de 4 912 m³ et 4 cellules métalliques (CM4, CM5, CM6, CM7) de 2 737 m³ dans l'alignement de la métallique existante.
- Zone 2 : 2 cellules métalliques (CM8 et CM9) de 6 672 m³ dans l'alignement du silo plat.



Zone 1 projetée :

Cet ouvrage est constitué de :

- 1 cellule métallique (CM1) existante de 4 912 m³ de capacité de stockage et d'un volume géométrique de 4 972 m³.
- 2 cellules métalliques (CM2 et CM3) de 4 912 m³ projetées de capacité de stockage et d'un volume géométrique de 4 972 m³.
- 4 cellules métalliques (CM4, CM5, CM6, CM7) de 2 737 m³ projetées de capacité de stockage et d'un volume géométrique de 2 742 m³.

Zone 2 projetée :

Cet ouvrage sera constitué de 2 cellules métalliques (CM8 et CM9) de 6 672 m³ de capacité de stockage et d'un volume géométrique de 6 826 m³ avec 1 élévateur d'ensilage.

1.4—Composition du dossier

L'examen du dossier de demande d'autorisation présenté par la société CALIPSO fait apparaître qu'il comporte l'ensemble des pièces exigées aux articles R181-13 à 15 et articles R 181-15-1 à 10 du code de l'environnement.

Le projet est soumis à étude d'incidence par arrêté du 07/05/2018.

En particulier, conformément aux dispositions de l'article R 181-12 du code de l'environnement, l'étude d'incidence doit être proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement.

Elle doit présenter :

- Les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet
- Les évaluations des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000
- Les mesures envisagées par le pétitionnaire pour éviter, réduire et, lorsque c'est possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé et les remises en état du site après exploitation

Au terme de l'analyse de la DREAL, les éléments du dossier apparaissent suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation sur son site et dans son environnement.

Lors de mes premières permanences, le 03/03/2020 à la mairie de Le Translay et Le 07/03/2020 à la mairie de Frettemeule, j'ai pu constater que les dossiers mis à la disposition du public contenaient les pièces suivantes :

- une présentation générale,
- une notice de renseignement et son résumé non technique,
- une étude d'incidences de l'installation sur son environnement, comme demandé par la décision du Préfet de la région Hauts-de-France en date du 7 mai 2018, et son résumé non technique
- une étude exposant les dangers que peut présenter l'installation et son résumé non technique,
- de leurs annexes

1.5-Présentation de la société

La Coopérative CALIPSO a été créée le 01/07/2008, résultat de la fusion de cinq coopératives.

- Coopérative d'Ailly le Haut-Clocher
- Coopérative de Crécy-en-Ponthieu
- Coopérative d'Oisemont
- Cavim
- UCAVIM.

La coopérative Calipso est une entreprise créée par des agriculteurs afin d'assurer en commun :

- L'utilisation d'outils de production, de conditionnement, de stockage et de commercialisation des produits de leur exploitation ;
- Leur approvisionnement en semences, engrais, produits de protection des plantes, aliments du bétail et fournitures diverses.
- La coopérative Calipso se développe en misant sur la qualité de ses produits et de ses services. De plus, l'entreprise se doit d'être constamment à l'écoute de ses adhérents et de demeurer à la pointe de la technologie pour jouer pleinement son rôle. Pour y parvenir, elle doit pratiquer une gestion efficace et performante, afin d'obtenir une rentabilité optimale dans chacun des secteurs d'activités.

Moyens techniques et financiers

Les chiffres clés de CALIPSO sont :

- 2015/2016 : 68 M€, 2016/2017 : 50 M€ ; 2017/2018 : 65.5 M€ de chiffre d'affaires net ;
- 55 salariés ;
- 700 adhérents actifs ;
- 2015/2016 : 214 498T, 2016/2017 : 152 208 T, 2017/2018 : 214 800 T de collecte toutes céréales confondues ;
- 12 silos (du plus gros à la plateforme de stockage moisson)

5 en commun avec NORIAP

2 en commun avec UNEAL

1 point de collecte chez un agriculteur

2 • Capacité de stockage de 150 000 tonnes ;

La coopérative CALIPSO est à même de maîtriser l'ensemble des tâches spécifiques aux activités exploitées au sein du site du TRANSLAY.

La coopérative CALIPSO n'est pas en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire. Le montant de l'investissement du projet n'est pas de nature à dégrader la situation économique de la coopérative CALIPSO

1.6 – Etude du dossier

1.6.1 Présentation générale

Dossier très succinct reprenant la décision préfectorale et textes réglementaires

1.6.2 Notice de renseignement

Détaillée, elle décrit le principe de fonctionnement d'un silo appuyé de schémas et d'illustration permettant de comprendre son utilisation, reprenant ainsi:

- l'identification du demandeur
- la localisation du projet
- Nature et volume des activités
- Description générale de principe de fonctionnement d'un silo type
- Description des activités
- Capacités techniques et financières

1.6.3 Résumé non technique

Document simplifié permettant au public de se faire une idée superficielle sur le projet mais doit avoir recours à l'examen du dossier et de ses annexes si il veut obtenir des réponses circonstanciées.

1.6.4 Etude d'incidence de l'installation sur son environnement

- Description du site et de son environnement
- Analyse des incidences directes, indirectes, permanentes et temporaires
- Mesures prises ou envisagées pour diminuer les inconvénients

1.6.5 Résumé non technique de l'étude d'incidence

- Description du site et de son environnement

- Analyse des incidences directes, indirectes, permanentes et temporaires
- Proposition de mesures de suivi

1.6.6 Etude de danger

- Contexte de l'étude
- Description de l'environnement
- Identification et caractérisation des potentiels de danger
- Réduction des potentiels de danger- Généralités
- Mesures et moyens de prévention et de protection contre l'incendie et l'explosion

1.6.7 Résumé non technique de l'étude de dangers

- Intérêt à protéger
- Identification et caractérisation des potentiels de danger
- Réduction des potentiels de danger
- Evaluation des conséquences
- Mesures et moyens de prévention et de protection contre l'incendie et l'explosion

Annexes

1.7 Examen critique du dossier

Le dossier sur la conception et technicité des silos, sur leur utilisation et les moyens mis en œuvre pour lutter en cas d'explosion ou d'incendie et la protection du personnel est conforme à la législation.

On remarque que les aspects sur l'intégration paysagère, du bruit et du trafic routier sur le futur site, aucune proposition n'est faite pour « Eviter, Réduire et Compenser.

Aucune mesure de bruit n'a été réalisée sur le site et sur les habitations proches.

L'interdiction d'utiliser la voie communale 60 n'a pas été prise en compte.

Le porteur de projet a porté très peu d'attention sur ce qui était extérieure au site de production et à son environnement dans le contenu du dossier présenté au public.

Les interrogations sur ces sujets ont été transmises en réponse au procès verbal qui reprenait ces questions.

II. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Par ordonnance en date du 21 janvier 2020 (décision n° E20000002/80), Mme la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur sur la demande d'autorisation environnementale en vue de l'augmentation des capacités des installations de stockages des céréales et d'engrais qu'elle exploite sur le territoire des commune de Le Translay et de Frettemeule, présentée par la société Calipso.

2.2. Modalité de l'enquête

L'enquête s'est déroulée du mardi 03 mars 2020 au mercredi 17 mars 2020, période pendant laquelle les pièces des dossiers ainsi que les registres d'enquête côtés et paraphés par mes soins sont mis à disposition du public dans les mairies de Le Translay et de Frettemeule pendant les heures d'ouverture du secrétariat (Article R123-10) où les personnes intéressées ont pu consigner leurs observations sur les registres ou me les adresser par écrit pour être annexées au registre.

J'ai assuré la permanence en mairie (Article R123-9) les :

- mardi 03 mars 2020 de 14h00 à 17h00 à Le Translay
- samedi 07 mars 2020 de 09h00 à 12h00 à Frettemeule
- mardi 17 mars 2020 de 14h00 à 17h00 à Le Translay

2.3. Concertation préalable

- 7 mai 2018 : le projet est soumis à étude d'incidence par arrêté
- le dossier AEU_80_2019_63 déposé le 23 août 2018 et complété le 29 août 2019 par la société CALIPSO.
- 24 décembre 2019 : Rapport de l'inspection des installations classées
Arrêté préfectorale sur organisation de l'enquête
- 21 janvier 2020 : désignation du commissaire enquêteur suite à la demande de Mme la Préfète de la Somme du 06 janvier 2020
- 03 mars au 17 mars 2020 : Enquête Publique

Les services suivants ont été saisis pendant la phase d'examen préalable du dossier :

- ARS – saisie le 20/08/2018 – Avis favorable tacite
- DDTM - saisie le 20/08/2018 – Avis favorable tacite
- SDIS 80 -- saisie le 20/08/2018 – Avis favorable tacite

2.3.1- Réunion préparatoire du 12 février 2020 sur le site de Calipso Le Translay

Aucune salle avec table et chaises pour la réunion, cette réunion a eu lieu dans un local technique en présence de personnel. Les représentants du projet sont venus sans dossier et aucune présentation, sur le projet, appuyée par des éléments techniques n'a été présentée. Les maires des communes concernés n'ont pas été convoqués à cette présentation. Les questions posées par le commissaire enquêteur sont restées sans réponse et devaient faire l'objet de courriels non parvenus avant la fin de l'enquête, les compléments d'information ont été demandés par le biais du procès verbal.

Présent à la réunion :

Mr Guillemont – Rédacteur du dossier

Mr Leroy- Maître d'œuvre, société Acoord

Monsieur Denis – Directeur général, SCA Calipso

Monsieur Demarquet – Commissaire enquêteur

Description des points abordés lors de la réunion :

- Examen des modalités d'organisation
- Affichages - Publicité
- Concertation préalable
- Recueil des observations
- Organisation des permanences
- Clôture de l'enquête
- Dates prévisionnelles
- Procès-verbal de synthèse
- Réponses aux observations
- Rapport et avis du commissaire-enquêteur
- Visite du site

Au cours de la visite j'ai pu constater qu'une grande partie du génie civil était terminé, fondations et socles pour la pose des silos.

2.4. Information effective du public

Un avis au public d'ouverture d'enquête publique et ses modalités a été publié dans les annonces légales de deux journaux du département.

- le Courrier Picard, le 18/02/2020 et le 06/03/ 2020
- Picardie la Gazette, le 18/02/2020 et le 06/03/ 2020

Du 03 mars 2020 au 17 mars 2020 les informations relatives à l'enquête ont été affichées sur le panneau d'information de la commune et les informations visées à l'article R. 123-9 du Code de l'environnement.

Le rayon d'affichage de 3 km pour les communes concernées par le projet correspond au périmètre à l'intérieur duquel l'affichage de l'avis d'enquête publique est obligatoire, de même que la consultation des communes concernées.

Les communes incluses toute ou partie dans ce rayon sont celles de :

-Le Translay (80140), Frettemeule (80220), Tilloy-Florville (80220), Bouilancourt-en-Sery (80220), Vismes (80140), Gamaches (80220) et Buigny-les-Gamaches (80220)

Sur ce rayon, la commune de Maisnières s'étonne de ne pas figurer dans cette liste (question de Mr le Maire de Maisnières dans registre de Le Translay)

L'avis d'ouverture de l'enquête ainsi que le dossier d'enquête publique du projet sont également publiés dans les mêmes conditions de délai sur le site internet de la préfecture de la Somme

2.5. DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Avant chaque permanence, j'ai vérifié et constaté la présence de l'affichage réglementaire sur le panneau communal comme prévu lors de l'entretien préalable avec le Maire ou son représentant.

2.5.1. Les permanences en mairie

Permanences	Interventions
Le Translay 03 mars 2020	<ul style="list-style-type: none">- Vu le 1^{er} adjoint de Le Translay- Contrôle de l'affichage extérieur et du dossier d'enquête publique- une visite- aucune observation
Fretteville 07 mars 2020	<ul style="list-style-type: none">- Vu Monsieur le Maire de Fretteville- Contrôle de l'affichage extérieur et du dossier d'enquête publique- aucune visite- aucune observation
Le Translay 17 mars 2020	<ul style="list-style-type: none">- Vu Monsieur le Maire de Le Translay- Contrôle de l'affichage extérieur et du dossier d'enquête publique- 2 visites- 2 observations

2.6. Le bilan de l'enquête publique

2.6.1. Climat général et synthèse de l'enquête publique

- L'enquête publique s'est déroulée dans un climat calme et apaisé
- 2 observations ont été enregistrées
- Aucun incident n'est à signaler pendant la durée de l'enquête publique
- Il n'a pas été nécessaire d'envisager la prolongation de l'enquête publique
- Aucune pétition n'a été produite dans le cadre de l'enquête publique
- les permanences se sont terminées au moment de la mise en place de la période de confinement décrété par le gouvernement faisant suite à l'épidémie du covid19, ce qui dans un premier temps n'a pas gêné le déroulement, les transmissions du procès verbal des questions et la réponse du porteur de projet se sont fait par mails.

2.6.2. Tableau des indexations

Index	Definition	Développement de l'indexation de l'observation
OE	Observation Ecrite	Observation manuscrite portée sur le registre.
OC	Observation Courrier	Observation transmise par courrier : - Par courrier joint à une mention manuscrite sur le registre - Par voie postale, transmises en mairie de Le Translay et Fretteville
O@	Courrier électronique @	Observation transmise par courriel sur la messagerie de la Préfecture
DB	Délibération	Observation déposée par délibération

2.6.3. Bilan comptable des observations

Total des observations	Observations OE	Observations OC	Observations DB	Courrier électronique O@
2	2	0	0	0

2.7 Relevé littéral des observations

OE1	<p>Date : 17 mars 2020</p> <p>Nature de l'observation : Observation écrite de Mr le Maire de Le Translay</p> <p>Pièce jointe : 2</p> <p>Libellé de l'observation : Le projet ne tient toujours pas compte de la commune de Le Translay :</p> <p><u>-Espaces verts</u> Aucune réflexion, absence total du volet paysagé, cette situation est inacceptable.</p> <p><u>- Accès au terrain :</u> Il n'est pas indiqué que l'accès doit se faire exclusivement par la D936, il devrait être précisé que l'accès par Busmenard est interdit.</p> <p>Les usages veulent que les dirigeants de l'entreprise Calipso se déplacent le 1^{er} jour de présence du commissaire enquêteur en Mairie, pour présenter le projet et cela n'a pas été le cas. La Calipso ne tient pas compte du Maire et de son conseil municipal.</p> <p>Ce projet est source de problèmes de voisinage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nuisance Sonore - Augmentation du trafic routier - Non-respect de l'environnement <p>Voir les courriers en pages suivantes.</p> <p>Compte tenu de cette situation, nous nous opposons aux projets.</p> <p>Comment se fait-il que le génie civil (fondations, etc..) soit déjà réalisé.</p> <p>Avis défavorable au projet.</p>
-----	---

Sécuriser la D936 (tourne à gauche)

DEPARTEMENT DE LA SOMME

MAIRIE DE LE TRANSLAY

Monsieur le Maire

A

Madame Anne MACHUEL,
Service Territorial Picardie Maritime
DDTM 80
44 rue du Soleil Levant – BP 840
80108 ABBEVILLE CEDEX

Recommander avec Accusé de Réception

Objet : Avis sur le dossier n° PC 080 767 18 M0001

Madame,

Dans le prolongement de votre courrier du 10 juillet dernier dont je vous remercie, j'ai pu prendre connaissance avec intérêts des derniers éléments.

Depuis notre courrier du 24 avril dernier, je n'ai eu aucun contact ni de la Calipso, ni de l'architecte, cette attitude n'est pas acceptable au regard de l'importance d'un tel projet et de son impact sur l'environnement.

Le maire à minima et le conseil municipal sont en droit d'avoir une présentation exhaustive des ambitions de la Calipso, c'est un manque flagrant de respect des élus ruraux.

Un certain nombre d'éléments m'interpellent :

Espaces verts, la notice descriptive (PC4) indique « le terrain est plat. La végétation du terrain est conservée et complétée » pour bien connaître le site je ne vois pas ce que l'on pourrait conserver, car à ce jour il n'y a rien, le site n'est pas entretenu et ne l'a jamais été.

Je demande un volet paysagé précis avec des engagements détaillés, la Calipso faisant preuve pour le moment d'un certain laxisme sur ce point.

Accès au terrain, il est précisé l'accès se fait depuis la RD 936 au Nord, il devrait être précisé « l'accès se fait exclusivement depuis la RD 936 (sauf desserte local concernant l'unique exploitation du hameau de Busmenard.

L'impact d'un tel projet est une augmentation importante des flux, des flux qui devraient être exclusivement reportés sur la D936. Comme je l'ai déjà précisé, les voiries du hameau de Busmenard ne sont pas dimensionnées pour ce trafic et interdites aux poids lourds et n'ont aucune vocation à la devenir.

Concernant l'avis du SDIS,

- ✓ Voies engins au-delà de la « manière générale » qu'a retenue la Calipso ?
- ✓ Voies échelles ; « pour certains bâtiments » pour ce cas précis la voie échelle est-elle demandée ?
- ✓ Aires de contournement ; « Si une aire de retournement est requise, ... » Qu'elle est la solution requise ?
- ✓ Aspects Défense Extérieure Contre Incendie (120m3) quel sont les moyens mis en œuvre, bâches, bassin cuve enterré,

Par conséquent, j'émet sur le projet de la SCA CALIPSO à nouveau un avis défavorable et Je n'hésiterai pas à saisir le préfet si besoin.

Je propose à la Calipso et son architecte une réunion de présentation et d'explication à la mairie du Translay. Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Jean de Beaufort,
Mobil 06 07 15 03 65
Maire de Le Translay

Fait en mairie le 19/07/2018.



Adresse : Mairie, 4 rue de Oisemont, 80140 LE TRANSLAY - Tél. : 03.22.28.58.36
Ouvertures au public : mardi de 14 h à 18 h, jeudi de 11 h à 12 h, samedi de 12 h à 12 h 30

DEPARTEMENT DE LA SOMME

MAIRIE DE LE TRANSLAY

Monsieur le Maire

A

Madame Anne MACHUEL,
Service Territorial Picardie Maritime
DDTM 80
44 rue du Soleil Levant - BP 840
80108 ABBEVILLE CEDEX

Recommander avec Accusé de Réception

Objet : Avis sur le dossier n° PC 080 767 18 M0001

Madame,

Dans le cadre du projet d'extension de la SCA CALIPSO de son site actuel, sis commune de Le Translay, vous trouverez ci-dessous nos commentaires.

Un tel projet aurait dû nécessiter une consultation de la commune avant le dépôt du PC, à aucun moment la SCA CALIPSO n'a contacté la commune du Translay pour réfléchir ensemble sur cette extension et son intégration dans l'environnement.

Je ne vois pas dans ce projet une quelconque consultation et avis du SDIS (hormis une note interne sur le dimensionnement des réserves incendies) et quels sont les moyens de secours mis en œuvre, la voirie pompier ne fait pas le tour du site. La SCA Calypso est soumise à autorisation d'exploiter, or, aucune information ne nous a été communiquée, ni même l'arrêt d'exploiter actuel.

Quel est le régime de classement de cette exploitation et ce projet n'entrerait-il pas dans la classification Seveso seuil bas ?

Le volet environnement n'est absolument pas traité, le projet parle d'un traitement à l'identique, mais à l'identique de quoi puisque actuellement rien n'est fait.

Aucune information et aucun engagement n'est apporté sur la nature des essences plantées.

La voirie qui mène de la D936 au site n'est pas dimensionnée pour accueillir une augmentation de trafic, il ne s'agit pas d'une voirie PL et la commune n'entend pas financer l'amélioration de cette infrastructure.

Les voiries du hameau de Busmenard ne sont, elles pas non plus dimensionnées pour ce trafic et interdites aux poids lourds sauf desserte locale, soit exclusivement au hameau de Busmenard.

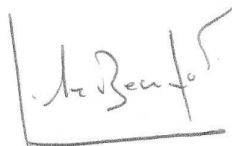
Par conséquent, j'émet sur le projet de la SCA CALIPSO un avis défavorable.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Jean de Beaufort,

Maire de Le Translay

Fait en mairie le 24/04/2018.



Adresse : Mairie, 4 rue de Oisemont, 80140 LE TRANSLAY - Tél. : 03.22.28.58.36
Ouvertures au public : mardi de 14 h à 18 h, jeudi de 11 h à 12 h, samedi de 12 h à 12 h 30

OE2	<p>Date : 17 mars 2020</p> <p>Nature de l'observation Mr le Maire de la commune de Maisnières en communication téléphonique</p> <p>Pièce jointe :</p> <p>Libellé de l'observation Par la présente, la commune de Maisnières s'étonne de ne pas paraître dans la liste des communes se situant dans un rayon de 3 km, ce qui est son cas.</p> <p>De ce fait, cela l'exclut de donner son avis sur le projet, alors que certaines communes plus éloignées ont été sollicitées.</p>
OE3	<p>Date : 17 mars 2020</p> <p>Nature de l'observation : Observation écrite du commissaire enquêteur</p> <p>Pièce jointe :</p> <p>Libellé de l'observation : Ne répondant pas aux questions par téléphone et par courriels, vous les trouverez ci-dessous, elle corrobore celles de Monsieur le Maire de Le Translay.</p> <p>Dans le document de l'enquête public sur les sujets de nuisances sonores, trafic routier, aspect paysager :</p> <ul style="list-style-type: none">- Quels sont les moyens et propositions que vous aller mettre en place pour éviter, réduire et compenser ces nuisances que ce soit en aménagement ou financières.- Aucune étude acoustique dans le dossier <p>Sachant que vous allez presque doubler la production sur le site.</p>

2.8. Incidents relevés au cours de l'enquête

Aucun incident n'a été relevé au cours de l'enquête publique y compris pendant les permanences.

2.9. Climat de l'enquête

Bonnes conditions pour effectuer les permanences, une salle fut mise à ma disposition par les Maires de Frettemeule et Le Translay, me permettant d'exposer les pièces du dossier d'enquête sur une grande table et de faciliter la consultation par les personnes qui le désiraient. La dernière permanence, Mr le Maire de Le Translay avait mis à disposition une salle où le public ne se croisait pas et pouvait se tenir à distance (plus d'un mètre) à l'initiative de Mme la secrétaire de mairie que je remercie pour son aide précieuse dans cette période difficile pour tous.

2.10. Clôture de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le registre a été clos et signé par mes soins pour la commune de Le Translay et envoyé par courrier AR pour la commune de Frettemeule.

2.11. Remise du procès-verbal des observations

Prévu dans les dispositions de l'article R.123-16 du code de l'environnement, le 18 mars 2020, il a été procédé à la remise du procès-verbal de synthèse des observations dans les formes réglementaires prévues à Mr Denis représentant de la société CALIPSO par mail qui a contresigné ce document et me l'a retourné signer par mail et courrier.

2.12 Transmission du mémoire de réponse de la société CALIPSO

Le mémoire de réponse du représentant de la société CALIPSO pour l'extension du silo sur les communes de Fretteville et Le Translay m'a été transmis le 27/03/2020 par mail dans un premier temps, suivi par envoi postal.

III – ANALYSE DES OBSERVATIONS

3.1. Relation comptable des observations

Nature des interventions	Le Translay	Fretteville
Observations écrites	2	0
Observations courrier	0	0
Observations courriels	0	0
Délibérations	0	0
Total	2	0

3.2. Dépouillement et synthèse des observations

3.2.1. Synthèse par thématiques des observations issues de l'enquête publique

Aucun des habitants des communes de Le Translay et Fretteville ne s'est présenté aux permanences.

Mr le Maire de Le Translay soucieux des problèmes environnementaux (bruit, poussière, trafic routier et paysage) et leur tranquillité mis à mal a donné son avis sur le registre entraînant un avis défavorable au projet.

La municipalité de Le Translay la plus impactée sur le transport routier qui s'oppose au passage des camions sur la voie communale 60.

1 interrogation du Maire de Maisnières sur l'évitement de sa commune dans le périmètre de 3km.

3-3. Analyse des réponses du maître d'ouvrage – Position du commissaire enquêteur

Le maître d'ouvrage a donné des réponses satisfaisantes aux questions écrites ou par courrier dans le registre d'enquête de la commune (Voir le dossier Joint au document), l'on trouvera le détail dans le mémoire de réponse transmis par la société CALIPSO.

Les questions reprises dans le registre, par courrier et par courriel sont traités avec en appui des courriers références lors de l'étude adressés à Mr le Maire de Le Translay, par des devis et par des engagements écrits.

Comme déjà signalé précédemment, le manquement dans le dossier de réponses et traitement sur le bruit et le traitement paysager aurait facilité ces interrogations.

Traitement du bruit : la société Calipso s'engage a effectué une étude de bruit dans les 6 mois qui suivront la mise en route des installations nouvelles pour définir l'impact sonore du projet et mettra en œuvre les moyens nécessaires au respect des seuils réglementaires selon les résultats obtenus.

Traitement paysager : Le projet n'étant pas soumis à une étude d'impact, arrêté préfectorale du 07 mai 2018, il a été réalisé une étude d'incidence demandé par le code de l'environnement. Néanmoins la société Calipso a prévu un aménagement conséquent du site par une société de travaux d'espaces verts (société Trancart, devis joint en annexe)

Pour ce qui est du transport et des accès routiers, la capacité des silos a été augmentée de 1,71 fois.

Le trafic des tracteurs entrant et sortant et le même, 620 pour les sortants et 1350 au lieu de 1240 pour les entrants.

Pour les camions entrants pendant la période août/septembre celle-ci est multipliée par 7,6 ce qui donne 600 camions au lieu de 78 avant extension, les autres mois sont quasiment identiques.

L'analyse donne 511 avant pour 1135 après extension.

Pour les camions sortants une augmentation du trafic de 1,5 sur l'année avec un pic en mars/avril de 2 environ et mai/juin de 3 fois plus.

L'analyse donne 1280 avant et 1920 camions après.

La société s'engage à ne pas utiliser la voirie communale 60 et à effectuer les travaux nécessaires à l'entrée du site.



ANALYSE IMPACT TRAFIC ROUTIER AVANT ET APRES TRAVAUX D'EXTENSION

REÇU LE
20 SEP. 2013
Mairie de LE TRANSLEY

IMPACT TRAFIC DE MANIÈRE GLOBALE

	NBRE DE CAMIONS: ENTRANT		NBRE DE TRACTEURS ENTRANT		NBRE DE CAMIONS SORTANT		NBRE DE TRACTEURS SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES
COLLECTE	436	1060	1240	1350	1250	1890	0	
APPRO	75	75	0	0	30	30	620	620
TOTAL	511	1135	1240	1350	1280	1920	620	620

TOTAL VEHICULES	ENTRANT		SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES
		1751		1900
		2485		2540

NOMBRE DE VEHICULE PAR PERIODE

	NBRE DE CAMION ENTRANT		NBRE DE TRACTEURS ENTRANT		NBRE DE CAMIONS SORTANT		NBRE DE TRACTEURS SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES
juillet	200	270	220	220	100	100		
Aout/sept	78	600	970	1080	50	100	25	25
octobre	1	200	50	50	140	180		
nov/dec	133	45			200	370		
janv/fev	78				480	380		
mars/avr	21				190	410	595	595
mai/jui		20			120	380		
TOTAL	511	1135	1240	1350	1280	1920	620	620

19/09/2018

Saleux le 07/11/2019

Annexes

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

Alain Démarquet
Commissaire-enquêteur
3 rue Jean Moulin, 80480 – Saleux
Tel. 06 76 95 62 52

Enquête publique unique sur la demande:
Autorisation environnementale en vue de l'augmentation des capacités des installations
de stockage de céréales et d'engrais qu'elle exploite sur le territoire des communes de Le
Translay et de Frettemeule, présentée par la société CALIPSO

PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

Établi en application des dispositions de l'article R.123-18 du Code de l'Environnement
sur un feuilletrecto et adressé à Monsieur Denis Directeur générale de la SCA CALIPSO
Monsieur le Directeur,

Je vous invite à me communiquer dans le délai de 15 jours votre mémoire en réponse aux observations suivantes formulées verbalement, par courrier, courriel ou mentionnées sur les registres d'enquête des communes de Le Translay et de Frettemeule dans la Somme. Vous trouverez ci-dessous l'intégralité des observations écrites sur les registres, les courriers et les courriels reçus sur le site de la préfecture..

Observation écrite N°1 : Mr le Maire de la commune de Le Translay

Le projet ne tient toujours pas compte de la commune de Le Translay :

-Espaces verts

Aucune réflexion, absence total du volet paysagé, cette situation est inacceptable.

- Accès au terrain :

Il n'est pas indiqué que l'accès doit se faire exclusivement par la D936, il devrait être précisé que l'accès par Busmenard est interdit.

Les usages veulent que les dirigeants de l'entreprise Calipso se déplacent le 1^{er} jour de présence du commissaire enquêteur en Mairie, pour présenter le projet et cela n'a pas été le cas. La Calipso ne tient pas compte du Maire et de son conseil municipal.

Ce projet est source de problèmes de voisinage :

- Nuisance Sonore
- Augmentation du trafic routier
- Non-respect de l'environnement

Voir les courriers en pages suivantes.

Compte tenu de cette situation, nous nous opposons aux projets.

Comment se fait-il que le génie civil (fondations, etc..) soit déjà réalisé.

Avis défavorable au projet.

Sécuriser la D936 (tourne à gauche)

DEPARTEMENT DE LA SOMME

MAIRIE DE LE TRANSLAY

Monsieur le Maire

A

Madame Anne MACHUEL,
Service Territorial Picardie Maritime
DDTM 80
44 rue du Soleil Levant – BP 840
80108 ABBEVILLE CEDEX

Recommander avec Accusé de Réception

Objet : Avis sur le dossier n° PC 080 767 18 M0001

Madame,

Dans le prolongement de votre courrier du 10 juillet dernier dont je vous remercie, j'ai pu prendre connaissance avec intérêts des derniers éléments.

Depuis notre courrier du 24 avril dernier, je n'ai eu aucun contact ni de la Calipso, ni de l'architecte, cette attitude n'est pas acceptable au regard de l'importance d'un tel projet et de son impact sur l'environnement.

Le maire à minima et le conseil municipal sont en droit d'avoir une présentation exhaustive des ambitions de la Calipso, c'est un manque flagrant de respect des élus ruraux.

Un certain nombre d'éléments m'interpellent :

Espaces verts, la notice descriptive (PC4) indique « le terrain est plat. La végétation du terrain est conservée et complétée » pour bien connaître le site je ne vois pas ce que l'on pourrait conserver, car à ce jour il n'y a rien, le site n'est pas entretenu et ne l'a jamais été.

Je demande un volet paysagé précis avec des engagements détaillés, la Calipso faisant preuve pour le moment d'un certain laxisme sur ce point.

Accès au terrain, il est précisé l'accès se fait depuis la RD 936 au Nord, il devrait être précisé « l'accès se fait exclusivement depuis la RD 936 (sauf desserte local concernant l'unique exploitation du hameau de Busmenard.

L'impact d'un tel projet est une augmentation importante des flux, des flux qui devraient être exclusivement reportés sur la D936. Comme je l'ai déjà précisé, les voiries du hameau de Busmenard ne sont pas dimensionnées pour ce trafic et interdites aux poids lourds et n'ont aucune vocation à la devenir.

Concernant l'avis du SDIS,

- ✓ Voies engins au-delà de la « manière générale » qu'a retenue la Calipso ?
- ✓ Voies échelles ; « pour certains bâtiments » pour ce cas précis la voie échelle est-elle demandée ?
- ✓ Aires de contournement ; « Si une aire de retournement est requise, ... » Qu'elle est la solution requise ?
- ✓ Aspects Défense Extérieure Contre Incendie (120m3) quel sont les moyens mis en œuvre, bâches, bassin cuve enterré,

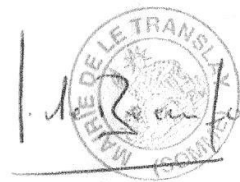
Par conséquent, j'émet sur le projet de la SCA CALIPSO à nouveau un avis défavorable et Je n'hésiterai pas à saisir le préfet si besoin.

Je propose à la Calipso et son architecte une réunion de présentation et d'explication à la mairie du Translay.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Jean de Beaufort,
Mobil 06 07 15 03 65
Maire de Le Translay

Fait en mairie le 19/07/2018.



DEPARTEMENT DE LA SOMME

MAIRIE DE LE TRANSLAY

Monsieur le Maire

A

Madame Anne MACHUEL,
Service Territorial Picardie Maritime
DDTM 80
44 rue du Soleil Levant – BP 840
80108 ABBEVILLE CEDEX

Recommander avec Accusé de Réception**Objet : Avis sur le dossier n° PC 080 767 18 M0001**

Madame,

Dans le cadre du projet d'extension de la SCA CALIPSO de son site actuel, sis commune de Le Translay, vous trouverez ci-dessous nos commentaires.

Un tel projet aurait dû nécessiter une consultation de la commune avant le dépôt du PC, à aucun moment la SCA CALIPSO n'a contacté la commune du Translay pour réfléchir ensemble sur cette extension et son intégration dans l'environnement.

Je ne vois pas dans ce projet une quelconque consultation et avis du SDIS (hormis une note interne sur le dimensionnement des réserves incendies) et quels sont les moyens de secours mis en œuvre, la voirie pompier ne fait pas le tour du site. La SCA Calypso est soumise à autorisation d'exploiter, or, aucune information ne nous a été communiquée, ni même l'arrêté d'exploiter actuel.

Quel est le régime de classement de cette exploitation et ce projet n'entrerait-il pas dans la classification Seveso seuil bas ?

Le volet environnement n'est absolument pas traité, le projet parle d'un traitement à l'identique, mais à l'identique de quoi puisque actuellement rien n'est fait.

Aucune information et aucun engagement n'est apporté sur la nature des essences plantées.

La voirie qui mène de la D936 au site n'est pas dimensionnée pour accueillir une augmentation de trafic, il ne s'agit pas d'une voirie PL et la commune n'entend pas financer l'amélioration de cette infrastructure.

Les voiries du hameau de Busmenard ne sont, elles pas non plus dimensionnées pour ce trafic et interdites aux poids lourds sauf desserte locale, soit exclusivement au hameau de Busmenard.

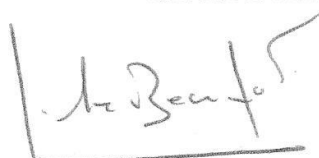
Par conséquent, j'émet sur le projet de la SCA CALIPSO un **avis défavorable**.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Jean de Beaufort,

Maire de Le Translay

Fait en mairie le 24/04/2018.



Observation écrite N°2 : Mr le Maire de la commune de Maisnières en communication téléphonique

Par la présente, la commune de Maisnières s'étonne de ne pas paraître dans la liste des communes se situant dans un rayon de 3 km, ce qui est son cas.

De ce fait, cela l'exclut de donner son avis sur le projet, alors que certaines communes plus éloignées ont été sollicitées.

Observations du Commissaire Enquêteur :

Ne répondant pas aux questions par téléphone et par courriels, vous les trouverez ci-dessous, elle corrobore celles du maire de Le Translay.

Dans le document de l'enquête public sur les sujets de nuisances sonores, trafic routier, aspect paysager :

- Quels sont les moyens et propositions que vous aller mettre en place pour éviter, réduire et compenser ces nuisances que ce soit en aménagement ou financières.

- Aucune étude acoustique dans le dossier

Sachant que vous allez plus que doubler la production sur le site.

Accusé de réception
A , Le Translay
le 18//03/ 2020

Fait à Saleux, le 18/03/2020
le Commissaire-enquêteur
Alain Démarquet

Socité CALIPSO



MEMOIRE DE REPONSE



Abbeville le 27 Mars 2020.

Objet : **REPONSES AU PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS RECUEILLIES**

Monsieur le commissaire enquêteur, veuillez trouver ci-joint nos réponses au procès-verbal de synthèse des observations recueillies.
Un préalable est à faire pour la bonne compréhension du dossier.

Les observations faites par monsieur le maire de Le Translay dans les courriers en date des 24/04/2018 et 19/07/2018 concernent la phase 1 du projet d'extension sur le site. Celui-ci avait fait l'objet d'une DECLARATION aux titres des ICPE auprès de la préfecture en décembre 2017 et du PC 080 767 18 M0001.

Les réponses à ces observations ont été apportées dans le courrier du 29/08/2018 (joint en annexe 1) qui faisait suite à la rencontre du 28/08/2018 entre le directeur de CALIPSO et le maire de Le Translay.

Pour rappel, en régime de DECLARATION, il n'y a ni étude d'impact ni étude d'incidence. Celles-ci seront traitées dans le dossier d'AUTORISATION.

La phase 2 du projet a fait l'objet d'un dépôt d'une demande d'AUTORISATION le 23/08/2018 et du PC 080 767 18 M0003. C'est cette phase 2 qui aujourd'hui est traitée par l'enquête publique.

- **Observation écrite N°1 : Mr le Maire de la commune de Le Translay**

Le projet ne tient toujours pas compte de la commune de Le Translay :

Espaces verts :

Aucune réflexion, absence totale du volet paysagé, cette situation est inacceptable.

Le volet paysagé a été intégré aux permis de construire. Cette réponse a été apportée à M. le Maire de Le Translay dans le courrier que CALIPSO lui a envoyé le 29 août 2018 (annexe 1).

Un devis a été réalisé par un paysagiste (ci-joint, en annexe 2). Nous sommes en discussion avec ce paysagiste pour le finaliser. Il faut savoir que les différentes zones seront couvertes avec des essences locales. Le choix des essences sera également réalisé en fonction de leur capacité à annihiler au maximum l'effet de l'érosion sur le talus concerné.
Nous enverrons à M. le Maire la présentation détaillée quand elle sera finalisée.

CALIPSO

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DU LITTORAL PICARDIE SOMME

86, Boulevard de la République - 80100 ABBEVILLE - Tél. 03 22 19 37 07 - Télécopie 03 22 31 39 28 - e mail : abbeville@calipso-agri.fr
RCS Abbeville 504595950 Agrément n° 10303 - Siret 504595950 00016 - APE- NAF 4621Z - Identification communautaire : FR42504595950

Accès au terrain :

Il n'est pas indiqué que l'accès doit se faire exclusivement par la D936, il devrait être précisé que l'accès par Busmenard est interdit.

Nous sommes bien au fait que l'accès doit se faire uniquement via la D936. C'est demandé dans l'arrêté du maire de Le Translay datant 25/01/2019 (ci-joint, en annexe 3). Il semble dès lors évident que nous appliquerons cet arrêté, ainsi que la mise en place d'un ilot de sécurité pour l'insertion sur la départementale.

Nous mettrons en plus avant la sortie de notre site une interdiction de tourner à droite pour supprimer l'usage de la route vers Busmenard.

Les usages veulent que les dirigeants de l'entreprise Calipso se déplacent le 1er jour de présence du commissaire enquêteur en Mairie, pour présenter le projet et cela n'a pas été le cas. La Calipso ne tient pas compte du Maire et de son conseil municipal.

Comme vous l'avez constaté, la coopérative CALIPSO a rencontré M. le maire de Le Translay le 28/08/2018, en amont du dossier et répondu à ses interrogations. Calipso se tient à sa disposition pour répondre à toutes autres interrogations.

Je n'ai pu être présent le premier jour de l'enquête publique, pour des raisons personnelles incontournables. Je pensais et j'espérais que la rencontre et la présentation sur site que nous vous avons faite le 12 février 2020, conjointement au maître d'œuvre et au cabinet de conseil qui nous accompagne, auraient suffi.

Vous pouvez aussi constater au travers des courriers que nous vous avons joint que les échanges avec le maire de Le Translay ont bien eu lieu et que nous avons tenu compte de ses demandes.

Ce projet est source de problèmes de voisinage :

- Nuisance Sonore
- Augmentation du trafic routier
- Non-respect de l'environnement

Voir les courriers en pages suivantes.

En réponse à ces observations et aux courriers joints à votre procès-verbal, je vous renvoie aussi au préalable du présent courrier.

Concernant l'impact sur l'environnement de notre projet, il a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la préfecture de la Somme, conformément au code de l'environnement.

Accès au terrain :

Il n'est pas indiqué que l'accès doit se faire exclusivement par la D936, il devrait être précisé que l'accès par Busmenard est interdit.

Nous sommes bien au fait que l'accès doit se faire uniquement via la D936. C'est demandé dans l'arrêté du maire de Le Translay datant 25/01/2019 (ci-joint, en annexe 3). Il semble dès lors évident que nous appliquerons cet arrêté, ainsi que la mise en place d'un îlot de sécurité pour l'insertion sur la départementale.

Nous mettrons en plus avant la sortie de notre site une interdiction de tourner à droite pour supprimer l'usage de la route vers Busmenard.

Les usages veulent que les dirigeants de l'entreprise Calipso se déplacent le 1er jour de présence du commissaire enquêteur en Mairie, pour présenter le projet et cela n'a pas été le cas. La Calipso ne tient pas compte du Maire et de son conseil municipal.

Comme vous l'avez constaté, la coopérative CALIPSO a rencontré M. le maire de Le Translay le 28/08/2018, en amont du dossier et répondu à ses interrogations. Calipso se tient à sa disposition pour répondre à toutes autres interrogations.

Je n'ai pu être présent le premier jour de l'enquête publique, pour des raisons personnelles incontournables. Je pensais et j'espérais que la rencontre et la présentation sur site que nous vous avons faite le 12 février 2020, conjointement au maître d'œuvre et au cabinet de conseil qui nous accompagne, auraient suffi.

Vous pouvez aussi constater au travers des courriers que nous vous avons joint que les échanges avec le maire de Le Translay ont bien eu lieu et que nous avons tenu compte de ses demandes.

Ce projet est source de problèmes de voisinage :

- Nuisance Sonore
- Augmentation du trafic routier
- Non-respect de l'environnement

Voir les courriers en pages suivantes.

En réponse à ces observations et aux courriers joints à votre procès-verbal, je vous renvoie aussi au préalable du présent courrier.

Concernant l'impact sur l'environnement de notre projet, il a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la préfecture de la Somme, conformément au code de l'environnement.

Cet examen au cas par cas permet de juger si le projet est de nature à avoir des impacts environnementaux significatifs sur l'environnement et donc si une étude d'impact sera nécessaire à la poursuite de l'instruction de la demande.

La préfecture de la Somme a décidé par l'arrêté du 7 mai 2018 (ci-joint, annexe 4) que le projet n'était pas soumis à étude d'impact. Nous n'avons donc réalisé que l'étude d'incidence demandé par le même code de l'environnement.

Concernant l'impact sonore, une étude bruit sera réalisée dans les 6 mois qui suivront la mise en route des nouvelles installations, afin de définir exactement l'impact sonore du projet en activité réelle, et conformément aux prescriptions qui nous seront précisées dans le futur arrêté préfectoral d'autorisation. Selon les résultats obtenus, la coopérative CALIPSO mettra en œuvre les moyens nécessaires au respect des seuils réglementaires.

Concernant le trafic routier, la question nous avait été posée le 13/09/2018 et la réponse apportée le 18/09/2018 à la mairie de Le Translay (ci-joint, annexe 5).

Compte tenu de cette situation, nous nous opposons aux projets.

Je pense qu'un malentendu s'est glissé entre M le Maire et CALIPSO. Nous allons le recontacter pour lever ses interrogations.

Comment se fait-il que le génie civil (fondations, etc..) soit déjà réalisé.

Seules les fondations ont été réalisées, soit en dessous du terrain naturel. Aucune élévation décrite dans le PC n'a été réalisée.

*Avis défavorable au projet.
Sécuriser la D936 (tourne à gauche)*

Un « tourne-à-gauche » (ilot de sécurité) sera réalisé, comme demandé dans l'arrêté du maire de Le Translay datant 25/01/2019 (annexe 3).

Observation écrite N°2 : Mr le Maire de la commune de Maisnières en communication téléphonique

Par la présente, la commune de Maisnières s'étonne de ne pas paraître dans la liste des communes se situant dans un rayon de 3 km, ce qui est son cas.

De ce fait, cela l'exclut de donner son avis sur le projet, alors que certaines communes plus éloignées ont été sollicitées.

Après vérification, il s'avère qu'une partie du territoire de la commune de Maisnières se trouve dans ce périmètre. Nous sommes désolés de ce manque, et allons contacter directement M. le Maire de Maisnières pour lui donner toutes les explications nécessaires à l'appréciation de notre projet.

Observations du Commissaire Enquêteur :

Ne répondant pas aux questions par téléphone et par courriels, vous les trouverez ci-dessous, elle corrobore celles du maire de Le Translay.

Dans le document de l'enquête public sur les sujets de nuisances sonores, trafic routier, aspect paysager :

- Quels sont les moyens et propositions que vous aller mettre en place pour éviter, réduire et compenser ces nuisances que ce soit en aménagement ou financières.

- Aucune étude acoustique dans le dossier

Sachant que vous allez plus que doubler la production sur le site.

Comme précisé précédemment, notre projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la préfecture de la Somme, conformément au code de l'environnement.

Cet examen au cas par cas permet de juger si le projet est de nature à avoir des impacts environnementaux significatifs sur l'environnement et donc si une étude d'impact sera nécessaire à la poursuite de l'instruction de la demande.

La préfecture de la Somme a décidé par l'arrêté du 7 mai 2018 que le projet n'était pas soumis à étude d'impact. Nous n'avons donc réalisé que l'étude d'incidence demandé par le même code de l'environnement.

Concernant l'impact sonore, une étude bruit sera réalisée dans les 6 mois qui suivront la mise en route des nouvelles installations, afin de définir exactement l'impact sonore du projet en activité réelle, et conformément aux prescriptions que nous serons précisées dans le futur arrêté préfectoral d'autorisation. Et selon les résultats obtenus la coopérative CALISPO mettra en œuvre les moyens nécessaires au respect des seuils réglementaires.

Vous pouvez aussi constater, dans les courriers joints, les aménagements que la coopérative CALISPO mettra en place afin de réduire les éventuelles nuisances du projet.

Enfin, concernant le doublement de la production sur site, cette estimation est inexacte. Elle avait été communiquée, en son temps, à M. le maire de Le Translay (joint, annexe 6).

En espérant avoir répondu à vos questions, je reste à votre disposition pour toute autre interrogation. Veuillez agréer Monsieur, mes sentiments les plus respectueux.

Le Directeur

Jean-Charles DENIS



REPUBLIQUE FRANCAISE



17 SEP. 2018

Préfet de la Somme

dossier n° PC 080 767 18 M0003

date de dépôt : 28 août 2018

demandeur : SCA CALIPSO, représentée par M. FAMER David

pour : Extension du stockage de céréales

adresse terrain : RTE DEPARTEMENTALE 936 lieu-dit LE ROUATRE, à Le Translay (80140)

DOTM 80

Affaire suivie par :

Corinne RYCHLEWSKI

03 22 25 31 80

Rendez-vous et permanence téléphonique

Uniquement le jeudi après-midi

Le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme

à

SCA CALIPSO, représenté par M. FAMER David

86 BD DE LA REPUBLIQUE

80100 Abbeville

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 28 août 2018, pour un projet d'Extension du stockage de céréales situé RTE DEPARTEMENTALE 936 lieu-dit LE ROUATRE, à Le Translay (80140).

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de **3 mois**, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit effectivement être modifié :

MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS

Après examen de votre demande, il s'avère que :

- votre projet relève des projets listés à l'article L 111-5 du Code de l'urbanisme et en conséquence en application de l'article L. 111-5 du Code de l'urbanisme, le permis doit être soumis pour avis à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, **le délai d'instruction de votre demande de permis de construire doit être porté à 4 mois** en application de l'article R. 423-24 d) du code de l'urbanisme.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande de permis de construire.

D'autre part, je vous informe que votre dossier n'est pas complet.

DEMANDE DE PIECES MANQUANTES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS

Après examen des pièces jointes à votre demande de permis de construire, il s'avère que les pièces suivantes sont manquantes ou insuffisantes :

- **PC04 - Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme] - Nombre d'exemplaires : 5 exemplaires.**
Vous voudrez bien préciser les trafics de pointe liés à l'activité de la coopérative (trafic avant et après travaux d'extension).

- **PC25 - Une justification du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme] - Nombre d'exemplaires : 1 exemplaire par dossier.**

Je vous informe qu'en conséquence, et en application de l'article R.423-39 du code de l'urbanisme :

- vous devez adresser ces pièces à la mairie **dans le délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier**. La mairie vous fournira un récépissé.
- si votre dossier n'est pas complété dans ce délai, **votre demande sera automatiquement rejetée**.
- par ailleurs le délai d'instruction de votre demande de permis de construire ne commencera à courir **qu'à compter de la date de réception des pièces manquantes par la mairie**.

Une fois votre dossier complété, le délai d'instruction de votre demande commencera à courir. Si vous ne recevez pas de réponse de l'administration à la fin du délai de 4 mois après le dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, votre demande sera automatiquement acceptée et votre projet fera l'objet d'un **permis de construire tacite**¹.

Vous pourrez alors commencer les travaux² après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet : <http://www.developpement-durable.gouv.fr> ;
- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1. ¹ Le maire en délivre certificat sur simple demande.

2. ² Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas du permis de démolir, ou des travaux situés en site inscrit, ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Abbeville, le 13 septembre 2018

La Responsable du bureau
Instruction, Travaux et Construction
Service Urbanisme et Développement

ANNE WACHUEL

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.



Mairie du TRANSLAY
Mr le Maire
4 Rue de Oisemont
80140 LE TRANSLAY

Abbeville, le 18/09/2018

Monsieur le Maire,

Pour faire suite aux demandes de compléments, émises par la DDTM 80, relatifs à notre demande de permis de construire n° PC 080 767 18 M0003,

Je vous prie de trouver ci-joint en 5 exemplaires un tableau estimatif du trafic avant et après travaux d'extension, afin de répondre à la demande de complément de la pièce PC04.

Concernant le justificatif du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux ICPE, ce document a été fourni lors du dépôt initial du permis de construire.

Le dossier relève du régime de l'autorisation. Le dossier a été déposé en préfecture le 23/08/2018. Il s'agit du document « formulaire d'accompagnement du dépôt d'une demande d'autorisation environnementale » qui en page 2 atteste du dépôt du dossier et de la complétude de celui-ci.

Vous trouverez néanmoins ci-joint à nouveau ce document en 5 exemplaires.

Je me tiens à votre disposition pour tout complément d'information dont vous auriez.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Maire, mes salutations distinguées.

David FAVIER
Directeur

CALIPSO
SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DU LITTORAL PICARDIE SOMME
86, boulevard de la République - BP 70015 - 80101 ABBEVILLE Cédex - Tél 03.22.19.37.07 Télécopie 03.22.31.39.28
RCS Abbeville 504595950 Agrément n°10303 - Siret 504595950 00016 - APE -NAF 4621Z Identification communautaire : FR 42504595950



PRÉFET DE LA SOMME

**Formulaire d'accompagnement du dépôt d'une
Demande d'autorisation environnementale**

A L'USAGE DU BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

1. Mode opératoire
<p>→ Pétitionnaire :</p> <p>SCA CALIPSO 86 Bld de la République BP 70015 80101 Abbeville Cedex</p> <p>(établissement situé sur les communes du Translay et Fretteville)</p> <p>→ Modalités de remise du dossier par le pétitionnaire et de traitement :</p> <p>Date du dépôt du dossier : 23 août 2018 Nombre d'exemplaires déposés au format papier : 3 (dont 2 à la DREAL), au format électronique : 2</p> <p>Le dépôt du dossier par le pétitionnaire :</p> <ul style="list-style-type: none">- était précédé d'une prise de rendez-vous pour programmer cet échange OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>- a fait l'objet de l'échange permettant au bureau de l'environnement de vérifier la présence de toutes les pièces listées par le formulaire d'accompagnement et de remettre au pétitionnaire l'attestation de dépôt et de relevé de (non) complétude dans la même demi-journée que celle du dépôt OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> <p>→ Examen de présence dans le dossier des pièces listées par le formulaire d'accompagnement :</p> <p>Utiliser la check-list d'examen de complétude pour vérifier que le dossier comporte l'ensemble des pièces demandées dans les articles R 181-13 à 15, D 181-15-1 à 9, R122-5-II-1 à 11. Il est attendu que cet examen soit l'occasion d'un échange avec le pétitionnaire lors du dépôt du dossier, réalisé suite à prise de rendez-vous.</p> <p>Les mentions portées dans cette check-list doivent permettre d'identifier, selon les cas, le fait que la pièce est présente, absente ou non requise.</p> <p>→ Suites à donner :</p> <p>Remise au pétitionnaire de l'attestation de dépôt et de relevé de (non) complétude du dossier avec les annexes nécessaires (Cf volet 2 du présent document), avec mise en ligne sur ANAE de l'ensemble. Si aucun complément n'est sollicité, saisine des services nécessaires via ANAE.</p> <p>Lien vers ANAE :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en ligne dans tous les cas : du formulaire du pétitionnaire et de l'attestation de dépôt (version scan)- si aucun complément n'est sollicité : saisine des services (via ANAE)

51 rue de la République, CS 42001, 80020 AMIENS cedex 9 - Tél 03 22 97 80 80 - Télécopie 03 22 97 82 14 Internet : www.somme.pref.gouv.fr – courriel : pref-environnement@somme.gouv.fr Horaires d'ouverture du bureau du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 45 et de 14 h 15 à 16 h 00	Page 1 / 2
--	------------



PRÉFET DE LA SOMME

2. Attestation de dépôt et relevé de complétude

Il est attesté le dépôt au du bureau de l'environnement du département de la Somme :

LE : 23 août 2018

d'un dossier de demande d'autorisation environnementale (L181-1 2° du CE)

PAR la SCA CALIPSO
86 Boulevard de la République
BP 70015
80101 Abbeville Cedex

POUR le projet d'exploiter des installations de stockage de céréales sur le territoire des communes du TRANSLAY (parcelle cadastrée ZL 36) et de FRETTEMEULE (parcelle cadastrée ZA 33).

☒ en version papier : 3 exemplaires (dont 2 à la DREAL)

☒ en version électronique : 2 exemplaires

Observations éventuelles :

Le premier examen de complétude de ce dossier conduit à identifier que :

☒ le dossier contient l'ensemble des pièces listées ci après [annexer copie de la check-list remplie par le bureau de l'environnement]. Ce document vaut accusé de réception au titre de l'article R181-16 du code de l'environnement

☐ les pièces signalées en page 1 dans la rubrique « Pièces absentes » de la check-list de complétude font défaut [annexer copie de la check-list remplie par le bureau de l'environnement] : Le dossier remis est en conséquence jugé incomplet, son instruction ne peut être engagée par l'administration. Il appartient au pétitionnaire de déposer les compléments nécessaires à l'instruction du dossier.

Fait à Amiens, le 23 août 2018

Pour le Préfet et par délégation,
L'attachée, cheffe de bureau,

Brigitte LEGRAND

ALIPSO

ANALYSE IMPACT TRAFIC ROUTIER AVANT ET APRES TRAVAUX D'EXTENSION

IMPACT TRAFIC DE MANIÈRE GLOBALE

	NBRE DE CAMIONS: ENTRANT		NBRE DE TRACTEURS ENTRANT		NBRE DE CAMIONS SORTANT		NBRE DE TRACTEURS SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES
COLLECTE	436	1060	1240	1350	1250	1890	0	
APPRO	75	75	0	0	30	30	620	620
TOTAL	511	1135	1240	1350	1280	1920	620	620

TOTAL VEHICULES

ENTRANT	SORTANT
AVANT	1900
APRES	2540

NOMBRE DE VEHICULE PAR PERIODE

	NBRE DE CAMION ENTRANT		NBRE DE TRACTEURS ENTRANT		NBRE DE CAMIONS SORTANT		NBRE DE TRACTEURS SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES
juillet	200	270	220	220	100	100		
Aout/sept	78	600	970	1080	50	100	25	25
octobre	1	200	50	50	140	180		
nov/dec	133	45			200	370		
janv/fev	78				480	380		
mars/avr	21				190	410	595	595
mai/jui		20			120	380		
TOTAL	511	1135	1240	1350	1280	1920	620	620

19/09/2018



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement
Hauts-de-France

Service
Information, Développement
Durable et Évaluation
Environnementale

Décision d'examen au cas par cas n° 2018-2448
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016, nommant M. Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2017 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Vincent Motyka, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2018/2448, déposé par la société CALIPSO SCA le 3 avril 2018, relatif au projet d'augmentation de la capacité de stockage de céréales du silo vertical sur les communes de Le Translay et de Frettemeule, dans la Somme ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 23 avril 2018 ;

Considérant que le projet consiste à accroître la capacité de stockage de céréales du silo vertical sur une superficie de 0,69 hectares et un volume de 34 116 m³ ;

Considérant que le projet est soumis à un examen au cas par cas, en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement, au titre des rubriques 1°a) et 39 de l'annexe à l'article R.122-2 du code pré-cité ;

Considérant que le projet s'implante en dehors de zonage d'inventaire ou de protection environnementale ;

Considérant la situation du projet en zone d'aléa très faible de risque d'inondation et d'aléa moyen de risque de mouvement de terrain par retrait et gonflement des argiles, qui seront à prendre en compte dans la conception du projet ;

Considérant dès lors, que le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet d'augmentation de la capacité de stockage de céréales du silo vertical sur les communes de Le Translay et de Frettemeule, dans la Somme, déposé par la société Calipso SCA, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 7 mai 2018

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,
Le Directeur régional adjoint



Julien LABIT

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France
12 rue Jean-Sans-Peur - 59800 LILLE
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai - CS 40259 - 59019 LILLE CEDEX
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Tour Pascal et Tour Séquoia A et B - 92055 La Défense CEDEX
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de Le Translay

dossier n° PC 080 767 18 M0003

date de dépôt : 28 août 2018

demandeur : SCA CALIPSO, représentée par
M. FAVIER David

pour : Extension du stockage de céréales

adresse terrain : RTE DEPARTEMENTALE 936
lieu-dit LE ROUATRE, à Le Translay (80140)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le Maire de Le Translay,

Vu la demande de permis de construire présentée le 28 août 2018 par la SCA CALIPSO, représentée par M. FAVIER David demeurant 86 BD DE LA REPUBLIQUE, Abbeville (80100) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour Extension du stockage de céréales ;
- sur un terrain situé RTE DEPARTEMENTALE 936 lieu-dit LE ROUATRE, à Le Translay (80140) ;
- pour une surface de plancher créée de 1 981 m² ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L.332-8 ;

Vu les pièces fournies en date du 20 septembre 2018 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Amiénois approuvé le 21 décembre 2012 ;

Vu l'avis de dépôt de la demande susvisée, affiché en mairie en date du 28 août 2018 ;

Vu l'avis réputé favorable de la DREAL Picardie - Service Gestion de la Connaissance et Garant Environnemental ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, du Conseil Départemental de la Somme - Agence Routière Ouest en date du 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale de la Protection des Populations en date du 16 octobre 2018 ;

Vu l'avis de la DREAL Picardie - Unité Territoriale de Glisy en date du 10 octobre 2018 ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la Direction départementale des services d'incendie et de secours en date du 11 octobre 2018 ;

Vu l'avis favorable de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers de la Somme en date du 25 septembre 2018 ;

Considérant que l'article L.332-8 dispose qu'une participation spécifique peut être exigée des bénéficiaires des autorisations de construire qui ont pour objet la réalisation de toute installation à caractère industriel, notamment relative aux communications électroniques, agricole, commercial ou artisanal qui, par sa nature, sa situation ou son importance, nécessite la réalisation d'équipements publics exceptionnels ;

Considérant que lorsque la réalisation des équipements publics exceptionnels n'est pas de la compétence de l'autorité qui délivre le permis de construire, celle-ci détermine le montant de la contribution correspondante, après accord de la collectivité publique à laquelle incombent ces équipements ou de son concessionnaire.

1/3

ARRÊTE**Article 1**

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

* A l'intersection de la voie communale, un îlot à caractéristique réduite et des intérieurs de courbes en béton brossé sur fondation en GNT devront être réalisés.

- Le coût estimé est de 12 000 € H.T. à la charge du pétitionnaire.
- Sur voie communale, le pétitionnaire se rapprochera de la commune de Frettemeule qui sera maître d'ouvrage de l'aménagement étant sur le domaine public communale
- Le maître d'ouvrage de l'aménagement (commune) devra établir une convention technique et financière avec le Département pour définir les modalités de réalisation et d'entretien de l'aménagement.

* Une structure de classe 2 sur 30 m sera réalisée pour le renforcement de chaussée au droit du débouché de la voie communale.

- Le coût est estimé à 6 000 € H.T. à la charge du pétitionnaire. Le pétitionnaire devra établir une convention de fonds de concours avec le Département qui sera maître d'ouvrage du renforcement de chaussée sur la RD. 936.

Article 3

L'information suivante est portée à la connaissance du demandeur :

- Les travaux ne pourront toutefois pas être exécutés avant que le Préfet ait statué sur la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction par la DREAL Hauts-de-France.

Le Translay, le

Le Maire,

Jean de Beaufort

25 Janvier 2019
le Maire rappelle que le chemin Route de Enfray
qui relie la D 936 au Hameau de Busmenard est
interdit à la circulation des véhicules de plus de
3,5T sauf de Berte du Hameau

J. de Beaufort



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.



Travaux effectués à :
CALIPSO
LE TRANSLAY
80100 ABBEVILLE

CALIPSO
86, Boulevard de la République
80100 ABBEVILLE

Chantier :
TRAVAUX ESPACES VERTS
Chargé d'affaire : PERISSET Gaël
trancart085@orange.fr

Devis N° 20200131 du 03/10/2019

CALIPSO
Tel :

Page N° 1

Désignation	Quantité	Unité	P.u. H.T.	Montant H.T.	Tva
MERLONS:					
Fauchage préalable y compris évacuation des coupes.	9300,00	M2	0,15	1 395,00	K9
Préparation de sol, élimination des matériaux, gravats, silex y compris évacuation et mise en décharge contrôlée.	9300,00	M2	0,35	3 255,00	K9
Fourniture et pose de toile de paillage tissée verte 130g/m² y compris agrafes et tranchée d'ancrage.	9300,00	M2	4,00	37 200,00	K9
EN CRETE DE TALUS:					
Fourniture d'arbres tiges essences locales de type Erable plane, Tilleul, Bouleau, Erable champêtre, Aulne cordata, Charme commun, Merisier tie 10/12 à intervalle 10m sur 250ml.	25,00	UNI	48,00	1 200,00	F8
Travaux de plantation y compris fosse, tuteurage et apport de fumure.	25,00	UNI	45,00	1 125,00	K9
ENTRE L'ALIGNEMENT D'ARBRES:					
Fourniture d'arbustes variés pour haie champêtre type, Viome, Cornus sanguin, Fusain d'europe, Noisetier, Troène atrovirens, Salix alba hauteur 80/100 à intervalle 1m sur 2 rangs, plantation en quinconce sur 250ml.	500,00	UNI	1,10	543,95	F8
Travaux de plantation	500,00	UNI	1,40	700,00	K9
SUR LES FLANS DES MERLONS:					
2/3 de la superficie: Cotoneaster skogholmen 30/40 intervalle 1mx1m sur 5900m²	5900,00	UNI	1,35	7 965,00	F8
1/3 de la superficie: Arbustes variés répartis en taches aléatoires de 100m² environ de type	2900,00	UNI	1,10	3 190,00	F8



Travaux effectués à :
CALIPSO
LE TRANSLAY
80100 ABBEVILLE

CALIPSO
86, Boulevard de la République
80100 ABBEVILLE

Chantier :
TRAVAUX ESPACES VERTS
Chargé d'affaire : PERISSET Gaël
trancart085@orange.fr

CALIPSO
Tel :

Devis N° 20200131 du 03/10/2019

Page N° 2

Désignation	Quantité	Unité	P.u. H.T.	Montant H.T.	Tva
Viorne, Cornus mas, Fusain d'europe, Prunelier, Forsythia, Troène atrovirens... hauteur 80/100 intervalle 1mx1m sur 2900m²					
Travaux de plantation y compris agrafes métalliques	8800,00	UNI	1,40	12 320,00	K9
ENGazonnement:					
Fauchage, préparation de sol élimination des silex.	3090,00	M2	0,60	1 854,00	K9
Engazonnement à l'hydroseder.	3090,00	M2	0,80	2 472,00	K9
PETIT TALUS EN PIED DE SILOS:					
Fourniture et pose d'une toile de paillage tissée verte 130g/m² y compris tranchée d'ancrage et agrafes métalliques.	250,00	M2	6,00	1 500,00	K9
Fourniture de cotoneaster skogholmen 30/40 intervalles 1m x1m.	250,00	UNI	1,35	337,50	F8
Travaux de plantation	250,00	UNI	1,40	350,00	K9

Tva	Libellé	Taux	Base H.T.	Montant
F8	TVA COLLECTEE TI	10,00	13 236,45	1 323,65
K9	TVA COLLECTEE TN	20,00	62 171,00	12 434,20

Total H.T. 75 407,45

Validité de l'offre : 2 mois
Délai d'intervention à confirmer

Net H.T. 75 407,45
T.V.A. 13 757,85

Total T.T.C. 89 165,30

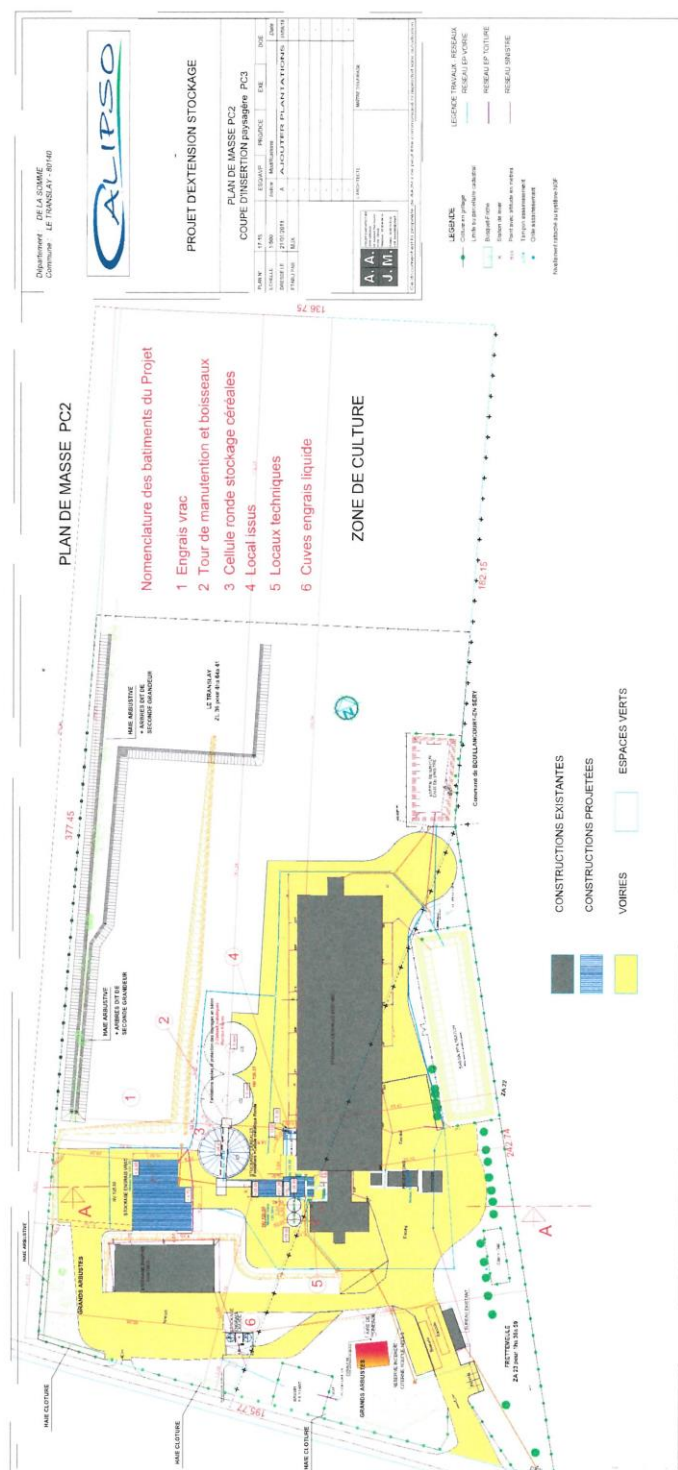
Fait à Abbeville, le 03/10/2019
TRANCART Edouard

Le client
BON POUR ACCORD

SARL TRANCART ESPACES VERTS - 109 Route d'Amiens - 80100 ABBEVILLE - Tel : 0322310202 - Fax : 0322249242 -

www.trancart.fr -

N° APE : 8130Z - N° de TVA : FR 62453539942 - N° Siret : 45353994200012 - Société au capital de : 229 000,00 - RC N°: 120532004B000



ALIPSO

ANALYSE IMPACT TRAFIC ROUTIER AVANT ET APRES TRAVAUX D'EXTENSION

RECULE
20 SEP. 2018
Maire de LE TRANSLAY

IMPACT TRAFIC DE MANIÈRE GLOBALE

	NBRE DE CAMIONS: ENTRANT		NBRE DE TRACTEURS ENTRANT		NBRE DE CAMIONS SORTANT		NBRE DE TRACTEURS SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES
COLLECTE	436	1060	1240	1350	1250	1890	0	
APPRO	75	75	0	0	30	30	620	620
TOTAL	511	1135	1240	1350	1280	1920	620	620

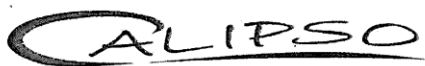
TOTAL VEHICULES

	ENTRANT	SORTANT
AVANT	1751	1900
APRES	2485	2540

NOMBRE DE VEHICULE PAR PERIODE

	NBRE DE CAMION ENTRANT		NBRE DE TRACTEURS ENTRANT		NBRE DE CAMIONS SORTANT		NBRE DE TRACTEURS SORTANT	
	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES	AVANT	APRES
juillet	200	270	220	220	100	100		
Aout/sept	78	600	970	1080	50	100	25	25
octobre	1	200	50	50	140	180		
nov/dec	133	45			200	370		
janv/fev	78				480	380		
mars/avr	21				190	410	595	595
mai/jui		20			120	380		
TOTAL	511	1135	1240	1350	1280	1920	620	620

19/09/2018



Mairie de LE TRANSLAY

A l'attention de Mr Le maire

4, rue de Oisemont

80140 LE TRANSLAY

Abbeville, le 29/08/2018

LETTRE RECOMMANDÉE AVEC ACCUSE DE RECEPTION

Objet : Réponse aux avis défavorables au PC 080 767 18 M001

Monsieur Le Maire,

Pour faire suite aux courriers (du 24/04/18 et 19/07/18) que vous avez fait parvenir à la DDTM dans le cadre de l'instruction de notre permis de construire, nous vous confirmons ainsi que nous avons pu vous l'exprimer lors de notre rencontre du 28/08/2018, que nous n'avons pas été destinataire de ceux-ci. Nous n'avons donc pas pu vous apporter réponse à vos diverses interrogations.

C'est pourquoi, même si le délai est dépassé, nous souhaitons vous apporter officiellement réponse sur l'ensemble de vos interrogations par le biais de ce courrier.

Courrier du 24/04/2018 :

« je ne vois pas dans ce projet une quelconque consultation et avis du SDIS (hormis une note interne sur le dimensionnement des réserves incendie) et quels sont les moyens de secours mis en œuvre, la voirie pompiers ne fait pas le tour du site »

Réponse CALIPSO : Le SDIS a été consulté sur ce projet bien avant le dépôt du permis de construire (RDV sur site le 18/01/2018 avec le capitaine LASALLE). Lors de cette rencontre, nous avons présenté le projet et travaillé avec le SDIS sur l'emplacement le plus judicieux de la poche incendie ainsi que le volume projeté en application des différentes réglementations qui nous sont applicables (note de notre cabinet d'études Coop de France – Hauts de France).

Le permis de construire a donc été déposé en prenant en compte les points travaillés avec le SDIS.

Leur avis, émis le 15/06/2018, n'appelle d'ailleurs aucune remarque sur ce point, preuve que l'emplacement et le dimensionnement sont conformes à leurs attentes.

« La SCA CALYPSO est soumise à autorisation d'exploiter, or, aucune information ne nous a été communiquée, ni même l'arrêté d'exploiter actuel. »

Réponse CALIPSO : Comme convenu, je vous prie de trouver ci-joint l'arrêté actuellement applicable dont une copie a probablement été transmise à la mairie du TRANSLAY lors de sa parution en juillet 2002.

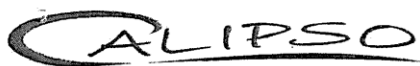
« Quel est le régime de classement de cette exploitation et ce projet n'entrerait-il pas dans la classification SEVESO seuil bas ? »

Réponse CALIPSO : Le projet objet du PC en référence relève du régime de déclaration selon les rubriques 2160-2 et 4702-III ainsi que le mentionne le document « Preuve de dépôt Déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de déclaration » qui a été joint à la demande de permis de construire.

CALIPSO

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DU LITTORAL PICARDIE SOMME

86, boulevard de la République – BP 70015 – 80101 ABBEVILLE Cédex – Tél 03.22.19.37.07 Télécopie 03.22.31.39.28
RCS Abbeville 504595950 Agrément n°10303 – Siret 504595950 00016 – APE –NAF 4621Z Identification communautaire : FR 42504595950



Ce projet n'entre pas dans la classification SEVESO seuil bas.

« Le volet environnement n'est absolument pas traité, le projet parle d'un traitement à l'identique, mais à l'identique de quoi puisque actuellement rien n'est fait. Aucune information et aucun engagement n'est apporté sur la nature des essences plantées »

Réponse CALIPSO : Des zones enherbées et des plantations (haies arbustives et haies clôtures) sont prévues à l'issue d'une 2^{ème} phase de travaux qui fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en préfecture le 23/08/2018 et d'un permis de construire déposé en votre mairie le 28/08/2018.

Lors de notre entretien du 28/08/2018, nous vous avons présenté le projet actuel d'enherbement et de plantations qui sera à affiner à l'issue du projet.

Nous nous sommes engagés à venir vous présenter de manière plus détaillée les différentes zones qui seront couvertes et les essences retenues avant plantation, sachant qu'il s'agira dans tous les cas d'essence locales.

« La voirie qui mène de la D936 au site n'est pas dimensionnée pour accueillir une augmentation de trafic, il ne s'agit pas d'une voirie PL et la commune n'entend pas financer l'amélioration de cette infrastructure. »

Réponse CALIPSO : nous nous interrogeons sur le fait que cette partie de voirie soit de la responsabilité de la commune de LE TRANSLAY.

Il semblerait que cette partie soit de la responsabilité de la commune de FRETTEMEULE.

« Les voiries du hameau de BUSMENARD ne sont, elles pas non plus dimensionnées pour ce trafic et interdites aux poids lourds sauf desserte locale, soit exclusivement au hameau de Busmenard »

Réponse CALIPSO : L'augmentation des capacités de stockage n'a pas pour vocation à augmenter le nombre de livraison agriculteurs pendant la période de moisson.

Cette capacité de stockage supplémentaire est destinée à recevoir des céréales en transfert d'autres dépôts, dont le transport sera assuré par des camions.

L'accès unique au site pour des camions est et restera la D936.

Chaque conducteur de véhicule se devant de respecter le code de la route, il leur appartient d'emprunter seulement les routes qui leur sont autorisées.

Courrier du 19/07/2018 :

« Espaces verts, la notice descriptive (PC4) indique « le terrain est plat. La végétation du terrain est conservée et complétée ». pour bien connaître le site, je ne vois pas ce que l'on pourrait conserver, car à ce jour il n'y a rien, le site n'est pas entretenu et ne l'a jamais été. »

Réponse CALIPSO : Ces propos ne correspondent pas à la réalité du site.

En effet, diverses plantations existent autour des bureaux (à l'entrée du site) et autour de la cuve à gaz. Certains arbres ont dû être abattus car devenant gênant pour les canalisations.

Sur la partie concernée par le projet, des plantations existaient autour des bassins pompiers et infiltration, ainsi que dans la zone d'emprise de construction des cellules. Ceux-ci étant situés dans l'emprise du projet ils sont donc abattus.

Comme évoqué à l'un des points du courrier du 24/04/2018, des plantations seront remises à l'issue de la 2^{ème} phase de construction soumise à autorisation.

Nous ne pouvons vous laisser penser que le site n'est pas entretenu et ne l'a jamais été.

Nous vous prions de trouver ci-joint les factures d'entretien du site par une société extérieure que nous faisons intervenir 2 fois par an, preuve que le site n'est pas laissé à l'abandon.

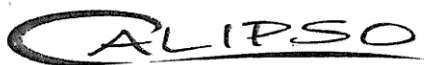
« Accès au terrain, il est précisé l'accès se fait depuis la RD936 au nord, il devrait être précisé « l'accès se fait exclusivement depuis la RD 936 (sauf desserte locale concernant l'unique exploitation du hameau de Busmenard) »

Réponse CALIPSO : Réponse apportée plus haut à l'un des points du courrier du 24/04/2018

CALIPSO

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DU LITTORAL PICARDIE SOMME

86, boulevard de la République - BP 70015 - 80101 ABBEVILLE Cédex - Tél 03.22.19.37.07 Télécopie 03.22.31.39.28
RCS Abbeville 504595950 Agrément n°10303 - Siret 504595950 00016 - APE - NAF 4621Z Identification communautaire : FR 42504595950



« Concernant l'avis du SDIS,

1. Voies engins au-delà de la « manière générale » qu'a retenue la Calipso ?
2. Voies échelles « pour certains bâtiments » pour ce cas précis la voie échelle est-elle demandée ?
3. Aires de contournement : « si une aire de retournement est requise, ... » qu'elle est la solution requise ?
4. Aspects défense extérieure contre incendie (120 m3) quels sont les moyens mis en œuvre, bâches, bassin, cuve enterrée

Réponse CALIPSO : L'avis du SDIS est composé de 3 paragraphes :

- I. Description
- II. Réglementation
- III. Avis

Seul le point 1 est demandé par le SDIS (exigence sur les voies engins), les points 2 et 3 ne sont évoqués dans le document du SDIS que dans le cadre d'un rappel de la réglementation, mais à aucun moment n'est évoqué comme point à respecter dans l'avis du paragraphe III.

Concernant cette voie engins, CALIPSO respectera bien entendu les exigences demandées par le SDIS.

Concernant le point 4, la réserve incendie est une poche souple avec poteau d'aspiration, dont l'implantation respectera les préconisations transmises par le SDIS.

Nous espérons que ces différents éléments vous permettront de mieux appréhender le projet objet du permis de construire pour la phase de déclaration.

Nous espérons de même que la présentation que nous avons effectuée avec Christine DUMONT, responsable investissements, en vos locaux le 28/08/2018 de notre projet d'agrandissement faisant l'objet d'un nouveau dépôt de permis de construire vous permettra d'émettre un avis favorable.

Je me tiens ainsi que mon équipe, à votre disposition afin de répondre à toutes interrogations ou toutes demandes complémentaires.

Vous souhaitant bonne réception de ces divers éléments,

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Maire, mes salutations respectueuses.

David FAVIER
Directeur Général



CALIPSO

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DU LITTORAL PICARDIE SOMME

86, boulevard de la République - BP 70015 - 80101 ABBEVILLE Cédex - Tél 03.22.19.37.07 Télécopie 03.22.31.39.28
RCS Abbeville 504595950 Agrément n°10303 - Siret 504595950 00016 - APE - NAF 4621Z Identification communautaire : FR 42504595950

En provenance de :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
 Numéro de l'AR : **AR 1A 137 834 3448 1**

Renvoyer à **FRAB**

Présenté / Avisé le : 05/09/19
Distribué le :

Je soussigné déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI/Permis de conduire
☐ Autre :

Signature
 (Préciser Nom et Prénom du destinataire)
 Signature Facteur*

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

CAUP80
86 Bld de la République
80101 ABBEVILLE Cédex

PREUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER PAR LE CLIENT

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION
 Numéro de l'envoi : **1A 137 834 3448 1**

Expéditeur

Destinataire

Niveau de service : 16 € 153 € 458 €

Date : 05/09/19
Prix : CBT

Conservation de ce feuillet : Il sera nécessaire en cas de réclamation.
 Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de Poste ou sur le site www.laposte.fr
 Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr/boutique/quelquecoursier

Avantages du service suivi :
 us pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.
 codes d'accès direct à l'information de distribution :
 Par SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80
 Sur Internet : www.laposte.fr (consultation gratuite hors coût de connexion).
 Par téléphone :
 Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé) ;
 Pour les professionnels, composer le 3634 (0,34 € TTC/mn à partir d'un téléphone fixe).
 Du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.